



AS/Jur (2013) OJ 09 Rév

27 novembre 2013

fjoj09 2013 Rév

Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Projet d'ordre du jour

**de la réunion qui aura lieu à Paris
le 12 décembre 2013 de 09h00 – 17h30**

(Bureau du Conseil,
55 avenue Kléber, Paris 16^e (Métro : Boissière),
tel: +33 (0)1 44 05 33 60, fax: +33 (0)1 47 27 36 47)

- 1. Ordre du jour**
[AS/Jur (2013) OJ 09 Rév]

Adoption de l'ordre du jour
- 2. Procès-verbal**
[AS/Jur (2012) PV 08]

Approbation du procès-verbal de la réunion tenue à Paris le 6 novembre 2013
- 3. Révision de la Convention européenne sur la télévision transfrontalière**
Rapporteur : M. James Clappison, Royaume-Uni, GDE
[AS/Jur (2013) 40]

Examen d'un projet de rapport et adoption d'un projet de résolution et d'un projet de recommandation
- 4. Nécessité de s'occuper d'urgence des nouveaux cas de défaut de coopération avec la Cour européenne des droits de l'homme**
Rapporteur : M. Kimmo Sasi, Finlande, PPE/DC
[AS/Jur (2013) 41]

Examen d'un projet de rapport et adoption d'un projet de résolution et d'un projet de recommandation

Ce projet d'ordre du jour, adressé aux membres titulaires et suppléants de la Commission, tient lieu de convocation à la réunion

Copie aux Secrétaires des délégations nationales, d'observateurs et de partenaire pour la démocratie et des groupes politiques

Les documents de la réunion sont publiés sur le site Extranet (espace restreint aux délégations nationales) :
<http://assembly.coe.int/extranet>.

5. **La Convention européenne des droits de l'homme : renforcement et refonte de la formation des juges, des forces de l'ordre et des avocats**

Rapporteur: M. Jean-Pierre Michel, France, SOC

[AS/Jur (2013) 39]

Examen d'un projet de rapport et adoption d'un projet de résolution et d'un projet de recommandation

6. **Mesures visant à prévenir l'utilisation abusive de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (STE n° 112) [11h00-11h45]**

Rapporteur: M. Christopher Chope, Royaume-Uni, GDE (Les documents ci-dessous ont été préparés par l'ancien rapporteur, M. Renato Farina, Italie, PPE/DC, qui a maintenant quitté l'Assemblée)

[AS/Jur (2012) 43

AS/Jur (2013) 23]

Examen d'une note introductive et échange de vues avec M. Eugenio Selvaggi, Procureur général adjoint, à la Cour de Cassation, Rome

7. **Détention administrative**

Rapporteur: M. Agustín Conde, Espagne, PPE/DC

[AS/Jur (2013) 38]

Examen d'une note introductive révisée

8. **La situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne [14h30-15h30]**

[2013/2078(INI)]

Echange de vues avec Mme Kinga Göncz, Vice-Présidente de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen

9. **Nomination des rapporteurs**

[Tableau des rapporteurs

[Doc. 13318](#)

[Doc. 13200](#)]

- i. L'accès à la justice grâce à des instruments en ligne (pour rapport)
- ii. Drones et exécutions ciblées: la nécessité de veiller au respect des droits de l'homme (pour rapport). Re-nomination à cause du départ imminent de l'Assemblée de Mme Marina Schuster, Allemagne, ADLE)
- iii. Evaluation du partenariat pour la démocratie avec le Conseil national palestinien (pour avis). Re-nomination à cause du départ imminent de l'Assemblée de Mme Marina Schuster, Allemagne, ADLE)

10. **Questions diverses**

11. **Prochaines réunions**

Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 1^{ère} partie de session de l'Assemblée de 2014 (27-31 janvier 2014)
- Paris, 3 mars 2014 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer
- Strasbourg, pendant la 2^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2014 (7-11 avril 2014)
- Helsinki, Finlande, 26-27 mai 2014 (Parlement finlandais) : la réunion commencera dans l'après-midi du 26.05.2014
- Strasbourg, pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2014 (23-27 juin 2014)
- Paris, 2 septembre 2014 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer
- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2014 (29 septembre – 3 octobre 2014)

- Paris, 4 novembre 2014 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer
- Paris, 10 décembre 2014 (Bureau du Conseil de l'Europe) à confirmer